

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°115-2024

Réparation sous chaussée enrobé

38 rue de la Poitevineière

A partir du 15 avril 2024 pour 05 jours calendaires

Le maire de la commune, de **CHAUMES-EN-RETZ**,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu la demande formulée par l'entreprise ORANGE UIO sise 3 Rue Jean-Pierre Drevillon – 44200 NANTES en date du 26 mars 2024.

Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,

CONSIDERANT, qu'en raison des travaux à hauteur du 38 rue de la Poitevineière par l'entreprise ORANGE UIO sise 3 Rue Jean-Pierre Drevillon – 44200 NANTES, il convient de réglementer la circulation et le stationnement aux abords du chantier.

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 15 avril 2024 et pour une durée de 05 jours calendaires, l'entreprise ORANGE UIO est autorisée à utiliser le domaine public à hauteur du 38 rue de la Poitevineière pour y réaliser la réparation sous chaussée enrobé

- La rue sera en circulation alternée soit par panneaux **B15 C18**, soit par feux tricolores,
- La vitesse à hauteur du chantier sera limitée à 30 km/h,
- Les deux sens de circulation sont concernés,
- Le stationnement sur le chantier sera interdit excepté les véhicules du chantier,

Article 2 :

La pose, la maintenance et la fourniture des panneaux de signalisations seront à la charge du pétitionnaire.

Article 3 :

Toute contravention au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il devra également être affiché de part et d'autre du chantier.

Article 5 :

La mise en fourrière des véhicules gênant sera effectuée par l'entreprise BENOIT TRANS DP sise 4 avenue des Berthaudières – 44680 SAINTE PAZANNE et à la charge des propriétaires.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Nantes sise 6 allée de l'Île Gloriette – 44000 NANTES dans un délai de 2 mois à compter de la notification et ou publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application information « Télérecours citoyens » accessible depuis le site internet : www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le directeur général des services, la police municipale, le commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Affiché et publié aux lieux habituels de la commune et sur place.

Fait à Chaumes-en-Retz,
Le 12 avril 2024,

Par délégué,
Le 6^{ème} Adjoint,
Philippe LE CUNF



Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté publié le : 12 avril 2024.